

A CE JOUR, 95,6 % des lycées sont officiellement pourvus d'un distributeur de préservatifs. Sur les campus en revanche, rien. Le désert absolu, d'autant plus inexplicable que l'âge des études est aussi celui où s'intensifie la vie sexuelle. Pour tenter de combler ce vide, Valérie Pécresse, la ministre de l'Enseignement supérieur, signera ce matin une convention avec les présidents d'universités et les Crous de France. Objectif : que chaque fac et chaque résidence universitaire soient rapidement équipées d'un distributeur de préservatifs à 20 centimes d'euros, « c'est-à-dire environ quatre fois moins chers que les principales marques vendues en pharmacie », précise-t-on dans l'entourage de la ministre.

*« En France, on est
totalement à la ramasse ! »*

Dans un premier temps, près de 700 machines (qui en vendront à l'unité, par boîte de 6 à 1 € ou de 12 à 2 €) seront installées dès le début de l'année 2010 par la société Polidis. « D'ici à deux ans, nous voulons que tous les campus de toutes les universités abritent un distributeur », souhaite Jean Lamarche, président de Croix verte et ruban rouge, l'association de pharmaciens qui pilote le dispositif.

« Au lycée, les jeunes sont plus vigilants par rapport au sida, car c'est l'âge des premières fois. A la fac, les relations sexuelles se banalisent un peu plus et, malheureusement, ils se protègent moins », regrette-t-il.

Parrain de l'opération Sortez Couverts, lancée pour la première fois en 1992, l'animateur Christophe Dechavanne sera présent aujourd'hui au côté de la ministre. Il en profitera pour rappeler que les Français ne se protègent pas assez.

« Dans la plupart des pays européens, entre 200 et 250 millions de capotes sont vendues chaque année. Mais en France, avec une consommation de 100 millions de préservatifs, on est totalement à la ramasse ! » nous déclarait-il cet été (*nos éditions du 11 août*).

Un constat relayé chiffres à l'appui par l'Usem, qui regroupe les mutuelles régionales : « Quarante-six pour cent des étudiants utilisent systématiquement un préservatif et 63 % un contraceptif (préservatif masculin ou féminin, pilule...). On sait aussi que 30,5 % des étudiantes ont déjà eu recours à la pilule du lendemain », détaille Benjamin Chkroun, délégué général de l'Usem. « C'est un problème de sensibilisation mais aussi d'accès. Il est plus que temps de faire dans les universités ce qui a été fait dans les lycées. »

CHARLES DE SAINT SAUVEUR